

Presse Nationale

> Politique



Duncan échange avec David Hale

En visite en Côte d'Ivoire, le Sous-Secrétaire d'Etat américain aux Affaires politiques, David Hale, a été reçu en audience, lundi, par le Vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan au palais présidentiel à Abidjan. Les deux personnalités ont évoqué la coopération entre leurs deux pays, la Côte d'Ivoire et les Etats-Unis.



La société civile remet ses contributions pour la réforme électorale

Des organisations de la société civile ont, au bout des deux semaines qui leur avaient été accordées, commencé à déposer leurs contributions pour la réforme de la Commission électorale indépendante (CEI). Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Sidiki Diakité, a reçu, le 11 février 2019, les propositions de cinq d'entre elles.

> Société



Soubré, centre d'accueil pour enfant en détresse : Ly Ramata veut une meilleure protection des pensionnaires

Le Centre d'accueil pour enfants en détresse de Soubré a tenu sa première réunion, hier, au sein de l'institution en vue de réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre pour une meilleure protection des pensionnaires et lutter contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants. Pour la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Bakayoko-Ly Ramata, il s'agit pour ce comité de gestion, de mettre en place un plan d'action, d'assurer son suivi et son évaluation pour la pérennisation des actions du centre d'accueil. « L'objectif est de faire bénéficier nos enfants pensionnaires de services de protection de base de qualité », a-t-elle expliqué.



Sassandra : Amadou Gon Coulibaly fait d'importants dons à Dakpadou et à Sago

Ce sont 200 chaises pour la chefferie traditionnelle, une moto pour le centre de santé de Dakpadou, 200 feuilles de tôle et un split de deux chevaux qui ont été offerts aux populations de Dakpadou et Sago. Ce don estimé à 5 millions FCFA a été remis à ses destinataires le 9 février dernier par l'Inspecteur général des finances, Lassana Sylla. Ce "bon'année" du Premier Ministre a réjoui les populations qui ont traduit leur joie et reconnaissance au donateur.



Grève générale au primaire et au secondaire public : La Primature se saisit du dossier

Hier, le Chef du gouvernement, à travers Karamoko Yayoro, son conseiller spécial, a pris langue avec les responsables de la Coalition du Secteur Education/formation, une des organisations syndicales, animatrice de la grève générale. Karamoko Yayoro a fait part aux grévistes qu'ils seront reçus par le Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, pour enclencher les négociations. Ce, dans l'intérêt de ces milliers d'écoliers et d'élèves du public, contraints au repos.



Banque de sang : Un don de 47 millions de FCFA offert

Le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) a reçu, le 08 février à Abidjan, un important lot de médicaments et de matériel d'urgence, ainsi que des intrants sanguins. Le geste est du bureau pays de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Côte d'Ivoire. D'un montant d'une valeur de plus de 47 millions de FCFA, ce don est composé d'un lot de médicaments d'urgence, conditionné sous forme d'un kit complet appelé «kit d'urgence sanitaire», conçu pour prendre en charge 10 000 personnes en situation d'urgence sur une période de 3 mois.

Après l'intégration de certains d'entre eux à la Fonction Publique : Les personnes handicapées veulent être au Sénat



« La Constitution de notre pays vous donne le pouvoir de nommer un tiers des Sénateurs. Les personnes vivant avec un handicap en Côte d'Ivoire, à travers notre voix, plaident pour leur représentation par un des leurs », a fait savoir la Coordination des associations de personnes handicapées de Côte d'Ivoire (CAPHCI), à travers son président, Koné Yacouba. C'était lors d'une conférence de presse, tenue le 9 février 2019. « Notre Coordination salue les actions historiques que vous avez menées en faveur des personnes vivant avec un handicap », a dit Koné Yacouba, à l'endroit du Président de la République, Alassane Ouattara



Identification et enrôlement des ressortissants hors CEDEAO : Sur 1,098 million de personnes seules 20.000 disposent de cartes de résidents

Selon le directeur général de l'Office national d'identification (ONI), Diakalidia Konaté, sur une population estimée à 1 098 000 personnes recensées en 2014 dans le cadre du RGPH, seules 20 000 sont formellement identifiées et détentrices d'une carte de résident, soit un taux de 1,82 %. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a lancé, hier, une campagne d'enrôlement des ressortissants hors CEDEAO pour les cartes de résidents. « Cette mesure s'inscrit, non seulement, dans la politique de l'identification globale des personnes vivant en Côte d'Ivoire, mais vise aussi à garantir un meilleur contrôle des flux migratoires, une maîtrise de la traçabilité des personnes sur le territoire national, ainsi que la lutte contre la fraude sur l'identité et les migrations clandestines », a expliqué le DG de l'ONI.

A l'International

> Société



En Côte d'Ivoire, la grève des enseignants perdure

Les enseignants observent une grève depuis trois semaines. Leurs syndicats réclament entre autres la revalorisation de primes et d'indemnités, et le réaménagement de certains cours. Déterminés, les grévistes se disent prêts à risquer une année blanche si leurs revendications ne sont pas prises en compte. Ce mardi matin, les syndicats ont été accueillis à la Primature pour tenter d'ouvrir un cadre de discussions. Les enseignants maintiennent tout de même la grève, et se disent résolus à aller jusqu'au bout, au risque d'une année blanche.

Vu sur le Net

> Politique



Après ses révélations sur la Côte d'Ivoire, Le gouvernement répond à Amnesty International : « La mesure d'amnistie du 6 août 2018 ne consacre en rien l'impunité »

Dans un communiqué de presse rendu public le lundi 11 février 2019, l'Organisation Amnesty International a fait état de certaines préoccupations relativement à la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire. Dans un communiqué, le gouvernement ivoirien s'inscrit en faux face à toutes ces réalités dépeintes. "Le gouvernement voudrait réaffirmer que la mesure d'amnistie du 6 août 2018 ne consacre en rien l'impunité", indique le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Sansan Kambilé. Ajoutant que l'amnistie du 6 août 2018 est une mesure d'apaisement du climat social de la Côte d'Ivoire qui a été unanimement saluée. "Au total, le gouvernement voudrait indiquer que les nombreux efforts consentis en vue de la protection et de la promotion des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire ainsi que la réalité de l'exercice de ces droits ne permettent pas de souscrire à la situation dépeinte par Amnesty International dans son communiqué aux allures de réquisitoire", conclut le ministre Sansan Kambilé.



Assemblée nationale : Un nouveau groupe parlementaire, "Rassemblement", pour Guillaume Soro

Une vingtaine de députés transfuge du Rassemblement des républicains (RDR) et proche du mouvement politique Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (RACI) vient de porter sur les fonts baptismaux, un nouveau groupe parlementaire dénommé "Rassemblement". La députée Célestine Trazéré Olibé qui a démissionné du RDR à la veille du premier congrès ordinaire du RHDP, en est la présidente. Selon le président exécutif national du RACI, le député Soro Kanigui Mamadou, après sa démission, l'ex-président de l'Assemblée nationale a signé son adhésion au nouveau groupe parlementaire.

> Economie



Économie forestière : La Brigade spéciale de surveillance à l'assaut des fossoyeurs

La Brigade spéciale de surveillance et d'intervention (BSSI), une unité spéciale mise en place par le ministre des Eaux et Forêts, Alain Richard Donwahi, est opérationnelle, depuis le 1er février 2019, indique une note du ministère. Selon Alain Richard Donwahi, cette nouvelle unité a pour mission, de lutter efficacement pour la protection des ressources forestières, fauniques et en eaux. Pour réussir cette mission, la BSSI dispose d'équipements performants et de moyens d'intervention adéquats.



Renforcement de capacités : la Police nationale en réflexion pour améliorer la qualité de ses services et ses rapports avec la population

La Police nationale est du 12 au 15 février en séminaire de réflexion en vue d'améliorer la qualité des prestations de ses services et ses rapports avec la population. Ce séminaire qui se tient à Yamoussoukro a été officiellement ouvert ce mardi 12 février par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Sidiki Diakité.



Le ministre de l'Intérieur en Côte d'Ivoire souhaite que l'indice de sécurité passe de 1.3 à 1 en 2019

A l'ouverture d'un séminaire de réflexion organisé par la direction générale de la Police nationale, le ministre ivoirien de l'Intérieur et de la Sécurité, Sidiki Diakité, a souhaité, hier 12 février à Yamoussoukro, que l'indice de sécurité qui « est aujourd'hui à 1.3 puisse baisser à 1 ». Le ministre a précisé, en présence du directeur général de Police, Youssouf Kouyaté, que le séminaire de quatre jours initié a pour but « d'améliorer les performances de la Police nationale ».



Compagnie aérienne : La Côte d'Ivoire a enregistré 4 crashes d'avion qui ont fait 240 morts, ces 30 dernières années

La Côte d'Ivoire a enregistré de 1987 à 2017 quatre accidents d'avions qui ont fait 240 morts. Le plus récent date du 30 octobre 2017: un crash qui a causé la mort de quatre passagers sur dix à bord. Le 30 janvier 2000, aux larges des Côtes ivoiriennes, un Airbus A310-304 de Kenya Airways avait plongé dans la mer, faisant 169 morts sur 179 à son bord. Le 26 juin 1994, un Fokker 27 de la défunte Air Ivoire avait causé la mort de ses 17 passagers, après un crash survenu à Abidjan. A noter que la Côte d'Ivoire a enregistré son premier crash, le 03 janvier 1987, non loin du village d'Ahoutoué, dans le département d'Alépé. Sur 51 passagers, le Boeing 707 de la compagnie brésilienne Varig, en avait perdu 50.



Menaces frontalières : Le corps préfectoral et la Police nationale en formation à Man

Les menaces liées à la sécurité aux frontières sont une préoccupation croissante pour l'ensemble des États d'Afrique de l'ouest suite aux récents attentats terroristes dans la région. Pour aider la Côte d'Ivoire à relever ces défis, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) organise des formations répliques en gestion des frontières, à Man, à l'attention des fonctionnaires de police et du corps préfectoral du Tonkpi.



Côte d'Ivoire: le gouvernement qualifie d'«allégations» le rapport d'Amesty sur les droits de l'Homme

Le gouvernement ivoirien qualifie d'«allégations» le récent rapport de l'ONG Amnesty International sur la Côte d'Ivoire qui dénonce des « violations » des droits de l'Homme et des « harcèlements judiciaires », dans une déclaration par le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. « Le gouvernement, tout en marquant sa grande surprise devant ces allégations », tient à indiquer que dans la Constitution ivoirienne sont « garanties à tous » la liberté d'expression, notamment la liberté de conscience, d'opinion philosophique et de conviction religieuses.



Le Colonel Issiaka Ouattara demande aux soldats de se tenir loin de la politique

Le commandant de corps de la Garde Républicaine, le colonel Issiaka Ouattara alias Wattao, demande aux soldats de se tenir loin de la politique, relevant à cet effet que "nous ne sommes pas des politiciens, mais des militaires et avons un seul chef, le chef suprême des Armées, c'est le Président de la République". "Vu le climat politique actuel, nous militaires, gardons-nous loin de ça", a lancé, lundi, à Yamoussoukro, le Colonel Wattao lors d'une double cérémonie de sport de cohésion et d'arrosage de grade, invitant ceux des militaires intéressés par la politique à "déposer la tenue".



Assurance : Le nouvel arrêté de délivrance des cartes professionnelles remis aux établissements financiers

Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, Assahoré Konan Jacques, a remis, mardi, l'arrêté fixant les conditions de délivrance des cartes professionnelles aux agents des banques, des établissements financiers et des systèmes financiers décentralisés pour la commercialisation des produits d'assurances. Selon lui, ce nouvel arrêté signé par le ministre de l'Economie et des Finances, le 17 décembre 2018, vient abroger les dispositions du précédent arrêté pris le 8 novembre 2016 et dont

l'application laissait apparaître quelques difficultés liées à la spécificité de l'activité des acteurs concernés.

> Société



Crise à l'Université FHB : la mise en place d'un cadre d'échange constructif souhaitée

Le Collectif des enseignants chercheurs (CODEC) de l'Université Félix Houphouët-Boigny appelle à la mise en place d'un cadre d'échange constructif pour trouver une solution idoine à la crise qui secoue l'établissement. Depuis le 04 février, la Coordination nationale des enseignants-chercheurs (CNEC) a déclenché une grève pour réclamer l'arrêt des sanctions disciplinaires et des poursuites judiciaires infligées contre leurs collègues. En réponse, la présidence de l'Université prévoit le 15 février, un autre conseil de discipline à l'endroit de 11 enseignants membres de la CNEC.



Accédez à l'information officielle du Gouvernement de Côte d'Ivoire en un clic www.gouv.ci



@gouvci



@gouvci.officiel



gouvcivideo



Pour toute information, prière contacter la Division Information et Relations publiques pour le Développement du CICG.
Contact : +225 57 54 03 60 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.